



Bernard JAUMONT
Daniel LENÈGRE
Michel ROCARD
Le marché commun contre l'Europe
Seuil, 1973

Introduction

Une des plus vastes mystifications de l'histoire aura sans doute été l'identification de l'Europe avec la construction issue du traité signé à Rome en 1957, officiellement appelée « Communauté économique européenne », que l'expression populaire désigne fort justement comme le « Marché commun » et qui n'est en fait rien de plus qu'une union douanière.

Tout le monde, ou presque, a participé à cette duperie ou en a été victime. Que les auteurs du traité et les gouvernements signataires aient favorisé la confusion lorsqu'ils ne l'ont pas organisée : c'est de bonne guerre. Mais le paradoxe est que tous les pays qui refusent d'entrer dans le Marché commun et pratiquement toutes les oppositions entretiennent l'imposture. Pour tout le monde, depuis des années, rejeter, critiquer ou refuser les mécanismes du traité de Rome, c'est être hostile à la construction de l'Europe au nom du nationalisme le plus étroit. Au contraire, on ne peut vouloir bâtir l'Europe, la rendre indépendante des Etats-Unis et de l'URSS qu'en se déclarant partisan d'un élargissement, d'un approfondissement ou d'un développement du Marché commun. L'unanimité est à peu près réalisée sur ce point, de De Gaulle à Heath, de Lecanuet à Adenauer, de Marchais à Mansholt et de Mitterrand à Schumann : pour les uns comme pour les autres, il n'y a que deux options possibles : le nationalisme ou le Marché commun. Le référendum du 23 avril, en France, a été une remarquable illustration de cette situation ; les débats qui



Bernard JAUMONT
Daniel LENÈGRE
Michel ROCARD
Le marché commun contre l'Europe
Seuil, 1973

se sont déroulés en Grande-Bretagne, en Irlande, en Norvège ou au Danemark sur l'entrée de ces pays dans le Marché commun ne le sont pas moins.

La réalité est très exactement à l'opposé de cette conception. Pendant quelques dizaines d'années les pays d'Europe occidentale ont vécu sous un régime où le capitalisme était assorti d'une idéologie nationaliste dont l'expression politique était l'Etat national et dont la traduction économique était le protectionnisme et l'interventionnisme. Au nom du nationalisme, l'Etat protégeait les entreprises locales contre leurs concurrents étrangers et s'efforçait de leur assurer à l'extérieur le contrôle d'un empire ou au moins celui d'un marché. Cet ensemble a été bien évidemment renforcé par les deux guerres mondiales et par les périodes de reconstruction qui les ont suivies.

Aux alentours des années 1950, les bases du capitalisme national ont commencé d'être sapées par le développement des très vastes entreprises, le plus souvent d'origine américaine, qui ont poursuivi leur croissance sur un plan de plus en plus international : ces entreprises multinationales ne pouvaient qu'entrer en conflit avec des structures étatiques cherchant à faire prévaloir les intérêts des firmes locales. En même temps, l'effondrement des impérialismes européens (plus particulièrement français et britannique) rendait parfaitement anachronique le maintien des anciens pouvoirs d'Etat dans des pays qui n'avaient plus les moyens de leurs ambitions.

Ne pouvant plus compter sur des gouvernements, désarmés et impuissants devant les nouvelles formes d'intervention des firmes multinationales, les entreprises plus modestes ont essayé de recréer sur une échelle plus vaste, celle des six pays, puis des dix devenus neuf, les mécanismes qui les avaient si bien servies jusque-là.

Mais pour qu'une véritable communauté européenne sorte de ce projet, il aurait fallu qu'un même objectif ou du moins un même intérêt unisse ses promoteurs, et les oppose au monde extérieur. Or le seul point commun



Bernard JAUMONT
Daniel LENÈGRE
Michel ROCARD
Le marché commun contre l'Europe
Seuil, 1973

INTRODUCTION

7

entre les firmes européennes, c'est la recherche du profit : c'est un objectif qu'elles partagent avec l'ensemble du monde capitaliste et sur lequel ne peut par conséquent se fonder aucune solidarité spécifiquement européenne. Ce que l'on a appelé la « construction européenne » s'est fait en réalité contre le nationalisme, mais aussi contre l'Europe, au nom de la libre entreprise, au profit par conséquent du capitalisme en général, quelle que soit sa nationalité et plus encore au profit de celui qui n'en a pas.

C'est très exactement cela que traduit le Marché commun : son rôle a été uniquement de faire disparaître les différentes politiques protectionnistes, pour faire place au jeu de la libre concurrence. A l'ancienne trinité nationalisme, Etat-nation, protectionnisme, il a substitué une nouvelle trilogie fondée sur le libre-échange, un embryon de gouvernement uniquement chargé de faire disparaître ce qui pourrait empêcher le bon fonctionnement de l'économie de marché, et sur une idéologie qui n'est rien d'autre que la recherche du profit.

Pas la moindre trace d'Europe dans tout cela, bien au contraire : le schéma prévu par le traité de Rome est celui qui favorise le plus les entreprises multinationales. Elles tendent en effet à contrôler les activités de l'ensemble du monde capitaliste, appliquant leur propre stratégie à travers tous les pays sans que les préoccupations nationales interviennent en quoi que ce soit dans leurs équations. Dans un tel système, l'Etat n'est plus un centre d'arbitrage entre intérêts locaux : il tend à n'avoir pour rôle que d'assurer les conditions de fonctionnement de l'économie de marché, par la diffusion de l'idéologie du profit (par l'éducation et l'information) et par la répression contre ceux qui la refusent (par l'intermédiaire de la police, de la justice, et éventuellement, de l'armée). C'est à cela que se limite chaque jour davantage l'action des gouvernements nationaux et les institutions créées par le traité de Rome n'ont pas d'autre ambition.



Bernard JAUMONT
Daniel LENÈGRE
Michel ROCARD
Le marché commun contre l'Europe
Seuil, 1973

Dès lors, il est tout à fait logique qu'une politique européenne n'ait pu être définie et exécutée dans aucun secteur, si ce n'est le secteur agricole. Encore faut-il bien voir que l'existence d'une politique agricole commune n'est, elle aussi, que la conséquence normale du rôle joué par le Marché commun qui est de faciliter l'adaptation des structures économiques européennes aux nécessités du capitalisme international moderne. Dans le secteur industriel, dans le tertiaire, il suffisait de faire tomber les barrières nationales et les entraves au jeu de la concurrence pour que les entreprises se concentrent sous la houlette des plus puissantes. Dans l'agriculture au contraire, les exploitations étaient le plus souvent trop faibles, les structures trop archaïques pour que la concentration se fasse rapidement par le seul jeu des lois du marché. Et l'objectif de cette politique commune (celui en particulier d'une politique des prix qui semblerait autrement parfaitement aberrante) c'est de faciliter la concentration en fournissant aux plus favorisés des superprofits grâce auxquels ils peuvent s'assurer le contrôle des exploitations voisines. Mais ces mécanismes jouent indifféremment au profit des entreprises les plus puissantes sans aucune considération de nationalité. Les filiales européennes de la Libby's ou de United Fruit, ou des firmes extérieures au Marché commun, telles que Nestlé, en bénéficient tout autant que les autres, au détriment des petits exploitants qui sont, en l'occurrence, grandement exploités par ces firmes qui les utilisent à peu près comme de la « main-d'œuvre à domicile ».

Si dans l'agriculture la modernisation se fait par l'intermédiaire d'une politique interventionniste, dans les autres secteurs au contraire, aucune politique commune n'a été, ni ne sera possible : l'exemple le plus frappant est sans doute celui de l'énergie atomique, où Euratom n'est plus que le symbole dérisoire des illusions de quelques naïfs, cependant que tous les pays d'Europe occidentale, qu'ils appartiennent ou non au Marché commun, ne sont que l'enjeu d'une fantastique bataille entre



Bernard JAUMONT
Daniel LENÈGRE
Michel ROCARD
Le marché commun contre l'Europe
Seuil, 1973

INTRODUCTION

9

géants mondiaux : Westinghouse, General Electric, Siemens-AEG... Mais ailleurs l'échec ou l'inexistence de toute action commune est aussi caractéristique : que ce soit pour la recherche scientifique en général, pour l'informatique, la recherche spatiale ou l'énergie, l'Europe est résolument absente. Les décisions résultent du sursaut d'un nationalisme moribond qui peut l'emporter au moins provisoirement (en France, l'achat de Bull par General Electric malgré le veto de De Gaulle, le contrôle du groupe Schneider par Westinghouse malgré l'opposition de Pompidou ont montré que quand le gouvernement décide que l'intérêt de la France exige une solution nationale, cela signifie simplement qu'il faudra deux ans de négociations supplémentaires pour parvenir à un résultat diamétralement opposé), le plus souvent elles sont l'application d'un accord entre deux entreprises ou l'exécution de la stratégie d'une seule firme multinationale capable d'imposer sa volonté. Mais jamais, en aucun cas, alors que le traité de Rome est en vigueur depuis quinze ans, une solution n'a été appliquée au nom d'une conception proprement européenne, dès lors qu'elle s'opposait soit à l'intérêt national de l'un des pays membres, soit à celui d'une grande firme.

Et que l'on ne dise pas que l'unification en cours ou envisagée des réglementations applicables, dans les pays membres, aux transports, aux assurances ou aux brevets, constitue des exceptions prouvant que des politiques européennes sont possibles et qu'elles seront de plus en plus fréquentes : il ne faut pas confondre l'harmonisation des conditions techniques de la production et des échanges avec une politique, c'est-à-dire avec la définition d'objectifs déterminés pour des raisons autres que la recherche du profit, et imposés éventuellement contre la volonté des entreprises multinationales : l'harmonisation des réglementations n'est au contraire qu'une facilité apportée aux firmes dont les activités s'étendent sur le territoire de plusieurs Etats et elle s'applique bien évidemment sans considération de nationalité.



Bernard JAUMONT
Daniel LENÈGRE
Michel ROCARD
Le marché commun contre l'Europe
Seuil, 1973

L'absence ou la disparition de toute politique européenne commune ne représente ni les difficultés inhérentes à la mise en œuvre de toute vaste entreprise, ni un échec dû à la mauvaise volonté ou l'incompétence des responsables, pas plus qu'à l'opposition entre des gouvernements plus ou moins « partisans de l'Europe ». En réalité, aucune politique commune ne peut sortir du traité de Rome. N'ayant pas d'autre objectif que la réalisation des conditions les plus favorables au développement de l'économie de profit, il ne peut servir qu'à créer un Marché commun à la disposition du capitalisme en général et ne renferme aucun élément permettant de faire prévaloir un point de vue « européen ». La seule disposition qui puisse jouer en ce sens est l'existence d'un tarif extérieur commun ; c'est une arme qui permet de protéger les producteurs de la Communauté contre la concurrence venant de l'extérieur, mais elle n'a d'efficacité qu'à l'encontre de ceux qui veulent exporter des marchandises vers l'Europe ; elle n'a au contraire aucun effet sur les techniques qui consistent à contrôler financièrement une entreprise ou tout un secteur d'activité et à les intégrer dans un ensemble juridique, économique, financier dont les intérêts ne sont que partiellement en Europe et où les décisions sont prises en fonction de l'intérêt de tout le groupe. Ce qui signifie que le tarif extérieur commun donne une protection relative contre les formes les plus anciennes, les moins élaborées et finalement les plus faibles, de la concurrence étrangère : il est sans effet contre les nouveaux modes d'action des firmes multinationales. Cela confirme que tous les mécanismes du Marché commun ne jouent que pour faciliter l'application des lois du capitalisme, c'est-à-dire pour rendre plus aisé le triomphe du plus puissant ou du plus favorisé.

Il ne faut pas s'y tromper et ce serait une grave erreur de penser qu'on peut remédier à l'absence de politique européenne commune en renforçant les pouvoirs des institutions de Bruxelles, en créant un Parlement élu



Bernard JAUMONT
Daniel LENÈGRE
Michel ROCARD
Le marché commun contre l'Europe
Seuil, 1973

INTRODUCTION

11

au suffrage universel et un exécutif responsable devant lui : plus les institutions communautaires auront de pouvoirs, plus elles les exerceront pour démanteler et faire disparaître ce qui peut entraver le développement du capitalisme sauvage. Toute décision qui irait à l'encontre des mécanismes du marché ne pourrait être prise qu'en fonction de critères qui sont absents du traité de Rome et au nom d'une idéologie qui serait contraire à celle qui est sous-jacente au Marché commun. C'est-à-dire qu'il ne s'agirait plus seulement d'un problème institutionnel consistant à augmenter les attributions des organes communautaire : c'est tout l'ensemble qu'il faudrait construire sur des bases entièrement différentes.

Pour l'immédiat, c'est essentiellement des conséquences de l'application du traité; de Rome qu'il faut se préoccuper parce qu'elles ont des effets inquiétants à la fois sur la vie quotidienne de l'ensemble de la population et sur les possibilités de parvenir à créer une communauté qui soit véritablement européenne.

Il est indéniable que la concentration de la production, la modernisation des techniques, l'accroissement de la rentabilité dont le Marché commun a été un des facteurs, ont augmenté le niveau moyen de la consommation dans les pays de la Communauté. Mais cela est vrai seulement pour ceux qui se maintiennent dans le courant de l'expansion. Parallèlement et par les mêmes mécanismes, la différence s'est considérablement accrue entre les régions les plus favorisées et les autres, entre les secteurs de pointe et les secteurs retardataires. Comme toujours, l'accélération de la croissance capitaliste a pour effet d'écraser les plus faibles, les plus défavorisés, les plus pauvres. Pour les autres, l'incontestable accroissement du pouvoir de consommer a pour contrepartie l'aggravation des conditions de travail et des conditions de vie. La rançon de l'augmentation de la productivité, c'est l'accélération des cadences, l'accroissement de la « mobilité », c'est-à-dire celui du chômage plus ou moins temporaire ; la concentration de la production



Bernard JAUMONT
Daniel LENÈGRE
Michel ROCARD
Le marché commun contre l'Europe
Seuil, 1973

signifie l'entassement dans les banlieues-dortoirs, le sacrifice des équipements collectifs, l'éloignement du lieu de travail, l'insécurité du domicile liée à celle de l'emploi : c'est bien évidemment aux dépens des travailleurs que les pays d'Europe occidentale s'ouvrent au capitalisme sans frontières, et la possibilité d'acheter un réfrigérateur ou une machine à laver ne compense certainement pas la généralisation de l'effroyable cercle infernal métro-boulot-dodo.

Ces terribles conséquences de la transformation du capitalisme, les travailleurs ne les auraient certainement pas acceptées aussi facilement si le Marché commun ne comportait pas son propre système d'autodéfense qui en fait un instrument particulièrement redoutable contre l'ensemble des travailleurs et qui risque, dans un proche avenir, de bouleverser complètement l'équilibre des forces politiques en Europe occidentale.

Alors que l'évolution économique augmente la mobilité des travailleurs et les oblige à se regrouper de plus en plus dans les zones favorables à l'industrie, le maintien des frontières politiques entre les Etats de la « communauté » les transforme, chaque fois qu'ils passent d'un pays à l'autre, en travailleurs immigrés, dépourvus de droits syndicaux et politiques, donc particulièrement vulnérables, n'ayant aucun moyen de lutter contre le patronat qui les exploite et obligés d'accepter et de subir les conditions qui leur sont faites.

C'est une tâche urgente de développer entre tous les travailleurs d'Europe une solidarité assez grande pour que dans chaque pays, les travailleurs locaux se battent afin que les immigrés aient les mêmes droits qu'eux, non seulement sur le plan syndical, mais aussi pour ce qui est des droits politiques. C'est une tâche d'autant plus urgente et impérieuse que si la mécanique mise en place par le Marché commun se développe, la possibilité de remettre en cause le fonctionnement du capitalisme international en Europe risque d'être sérieusement compromise.



Bernard JAUMONT
Daniel LENÈGRE
Michel ROCARD
Le marché commun contre l'Europe
Seuil, 1973

INTRODUCTION

13

Ce serait d'autant plus grave que dans l'évolution qui se produit actuellement, l'Europe et le socialisme apparaissent comme deux notions étroitement tributaires l'une de l'autre : alors que le Marché commun, moyen d'installation du capitalisme a-national, s'oppose à la réalisation de l'Europe, le socialisme lui fournirait à la fois l'idéologie, les structures et les moyens d'un développement qui corresponde à un choix conscient des populations concernées, et non aux mécanismes de la recherche du profit pour les firmes multinationales.

En même temps, la dimension européenne est indispensable à la mise en place d'un système opposé aussi bien au capitalisme d'Etat qu'aux mécanismes anonymes de l'économie de marché et ayant les moyens de résister aux pressions qui pourraient être exercées de l'extérieur. Cette simple constatation entraîne des conséquences d'une importance considérable : il est évident, dès à présent, que face au jeu des grandes puissances et devant le développement des firmes multinationales qui ne peut aller qu'en s'accroissant, il n'est plus possible d'imaginer qu'une transformation complète des structures politiques, économiques, sociales, culturelles puisse se faire à l'échelle d'un seul pays d'Europe occidentale. Si la rupture avec le capitalisme n'est possible, actuellement, que dans le cadre national, la transition au socialisme paraît difficile pour ne pas dire impossible si elle ne se réalise pas au niveau de toute l'Europe. Et ce doit être la préoccupation primordiale de tous ceux qui ressentent l'impossibilité d'admettre le genre de vie, ou plutôt l'absence de vie qu'entraîne le développement du capitalisme sauvage, ce doit être leur principal souci de développer la solidarité entre les travailleurs pour qu'il existe une chance de construire une Europe socialiste, c'est-à-dire le contraire d'un Marché commun.